

Entre faiblesse et autoritarisme

Article rédigé par *Guillaume de Thieulloy*, le 11 avril 2018

Cinquante ans après, les attermolements du gouvernement vont-ils produire les mêmes effets catastrophiques qu'en 1968 ?

On est en droit de se poser la question quand on constate à quel point l'actuel gouvernement oscille entre fermeté et laxisme.

Prenons l'exemple de Notre-Dame des Landes.

À l'heure où j'écris, le gouvernement a décidé de faire enfin respecter la loi et d'évacuer la trop fameuse «ZAD» (zone à défendre dans le jargon de l'extrême gauche).

Passons sur le fait que pas moins de 2500 gendarmes sont impliqués dans l'opération, face à une centaine d'extrémistes, alors que nous avons un cruel besoin de ces troupes sur tout le territoire national.

Évidemment, je me réjouis de voir enfin appliquer une politique de fermeté pour faire respecter le droit.

Mais il est trop tard. Le gouvernement a déjà manifesté sa faiblesse et sa disposition à se soumettre à la violence et au fait établi, puisque, malgré toutes les décisions de justice et le référendum local, il a donné raison aux occupants illégaux de la « ZAD ».

Il y a donc fort à craindre que le gouvernement cumule les effets négatifs. Non seulement il aura montré sa faiblesse, mais les extrémistes sont tout à fait capables de monter en épingle des « bavures » policières et de le mettre une nouvelle fois en difficulté.

Autre exemple : la réforme de la SNCF.

Dans ce dossier, le gouvernement donne toutes les apparences de la fermeté.

Mais il semble tellement tétanisé par les réactions des syndicats si peu représentatifs qu'il a annoncé des centaines d'heures de concertation (nous en sommes déjà à 40 réunions avec la ministre des Transports, Élisabeth Borne).

Outre qu'il est étrange d'organiser ces réunions de «concertation» après avoir présenté la réforme, tout le monde comprend que, si les syndicats parlent assez fort, font une grève assez « musclée », le gouvernement « calera ».

Tout porte à croire que la SNCF coûtera ainsi plus cher aux contribuables (pour un service encore plus

mauvais) après qu'avant la réforme.

Dernier exemple : les occupations de facultés.

Là, nous atteignons des sommets. La fermeté du gouvernement ne s'exerce pas contre les occupations illégales, contre ces pseudo « étudiants » qui empêchent les vrais de travailler. Elle s'exerce contre ceux qui protestent.

Le message est, là aussi, catastrophique : il dit, une nouvelle fois, qu'en France, si vous êtes « suffisamment » violent, le gouvernement vous donnera toujours raison et, au contraire, si vous êtes respectueux de la loi, le gouvernement vous donnera systématiquement tort.

Quand je dis « pseudo » étudiants, je ne veux pas dire que tous les occupants des facs sont de faux étudiants. Mais, enfin, quand on lit la prose des syndicalistes de l'UNEF, il n'est pas raisonnable de croire que ces rédacteurs illettrés soient réellement étudiants. A fortiori quand ils ont une trentaine d'années, comme on le voit trop souvent sur les images et les vidéos.

En tout cas, si ces analphabètes sont étudiants il est urgent d'établir une sélection à l'entrée de l'université. Ces gauchistes vont réussir à prouver le bien-fondé des réformes contre lesquelles ils luttent !

Toujours est-il que ce gouvernement est si peu assuré d'agir dans l'intérêt national qu'il tergiverse et aggrave encore le calamiteux niveau d'autorité de l'État. À quand un gouvernement à la fois légitime et ferme pour défendre la France et les Français ?